



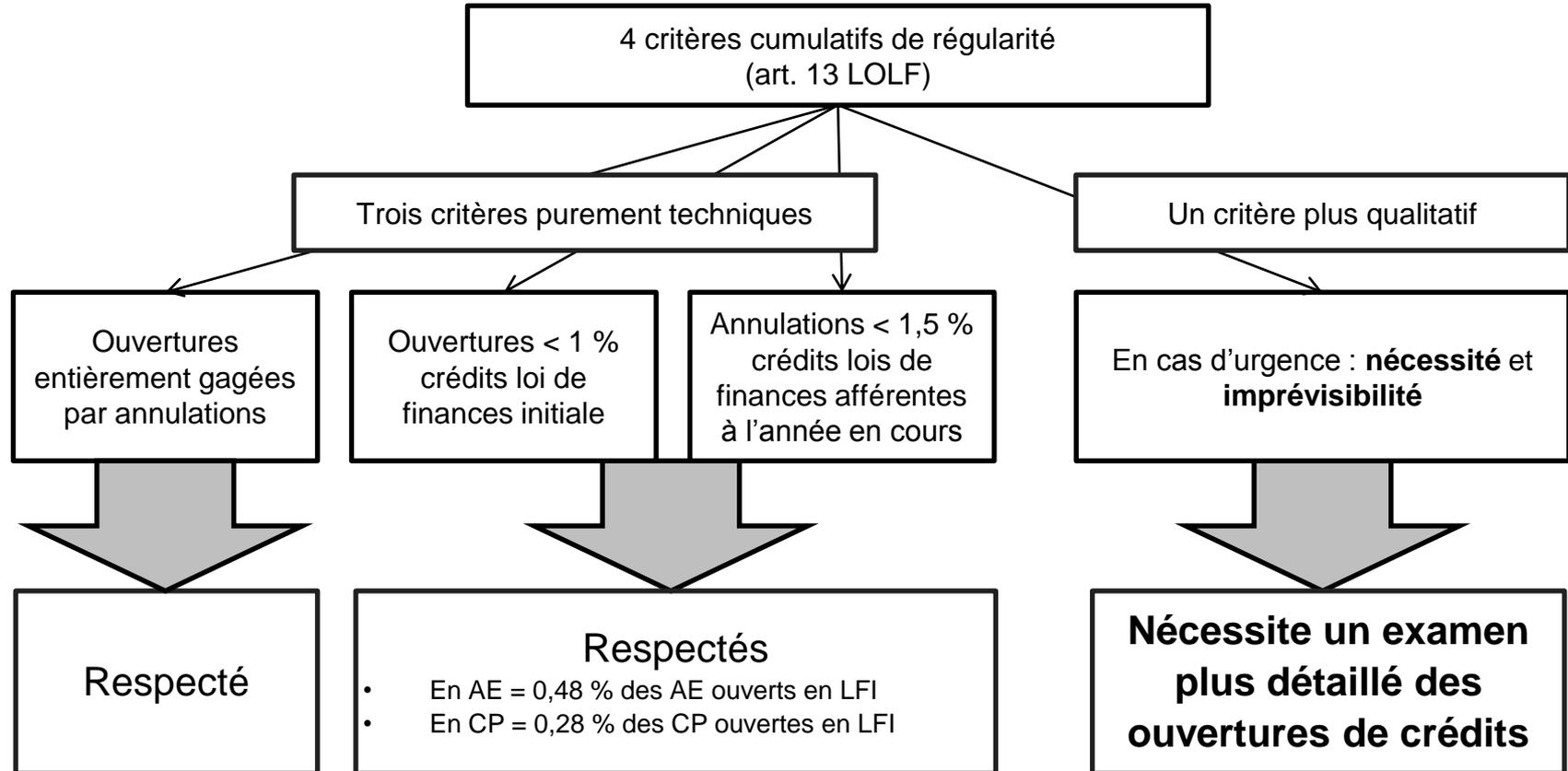
**Projet de décret d'avance – septembre 2016**

**Albéric de Montgolfier, rapporteur général**

**Commission des finances  
Mercredi 28 septembre 2016**



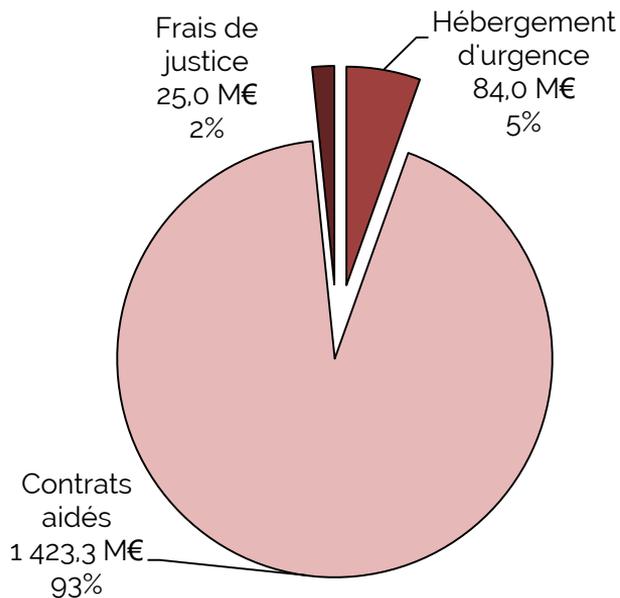
# Quatre critères cumulatifs de régularité



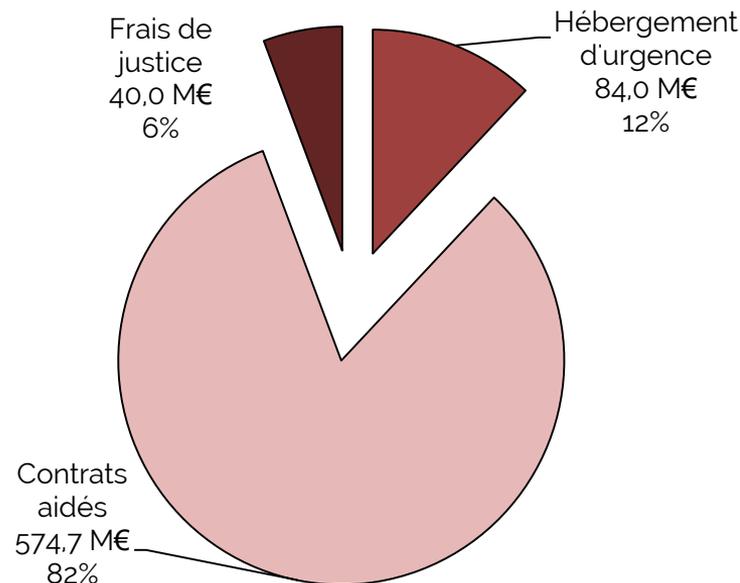
# I. – Les ouvertures

1,5 milliard d'euros ouverts en AE et 700 millions d'euros ouverts en CP

### Ouvertures en autorisations d'engagement



### Ouvertures en crédits de paiement

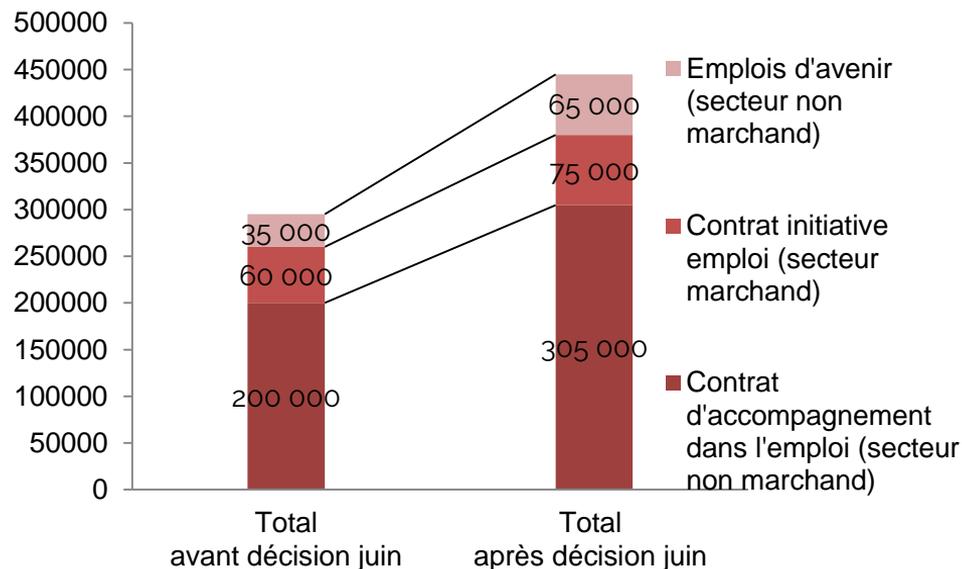


# 1 400 millions d'euros en AE et 575 millions d'euros en CP pour le financement de 150 000 contrats aidés supplémentaires

- La **circulaire du 30 juin 2016** relative à la programmation des contrats uniques d'insertion prévoit « *un effort budgétaire supplémentaire de 150 000 contrats aidés* »
- Programmation finale de **445 000 contrats aidés** (programmation initiale : 295 000)
- Hausse des crédits du programme 102 « Accès et retour à l'emploi » de 20 % en AE et 8 % en CP

→ **Urgence : risque d'incapacité de paiement de l'Agence de services et de paiement (ASP) à la mi-octobre**

## Répartition des contrats aidés par type de contrat



Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

## 84 millions d'euros en AE=CP au titre de l'hébergement d'urgence

- Instruction aux préfets du 29 juin 2016 : **création de 3 000 places supplémentaires** en centres d'accueil et d'orientation (CAO) - Ouverture de **18,8 millions d'euros (en AE=CP)**
- Annonce de la ministre du logement et de l'habitat durable de mars 2016 : **pérennisation des 2300 places** créées pendant l'hiver 2015-2016 - Ouverture de **15,2 millions d'euros (en AE=CP)**
- **Opérations de mise à l'abri** réalisées à Paris depuis le début de l'année – Ouverture de **50 millions d'euros (en AE=CP)**

→ **Urgence** : risque de cessation de paiement des prestataires qui compromettrait le maintien de l'accueil des personnes hébergées et les créations de places nouvelles.

- **Plus de la moitié des ouvertures (50 millions d'euros) ne provient pas de décisions prises en cours d'année mais d'une sous-budgétisation initiale des besoins.** En outre, d'après le Gouvernement, « *la prévision de consommation totale des crédits au titre de l'exercice 2016 reste soumise à de nombreux aléas* » : des ouvertures supplémentaires en fin d'année sont probables

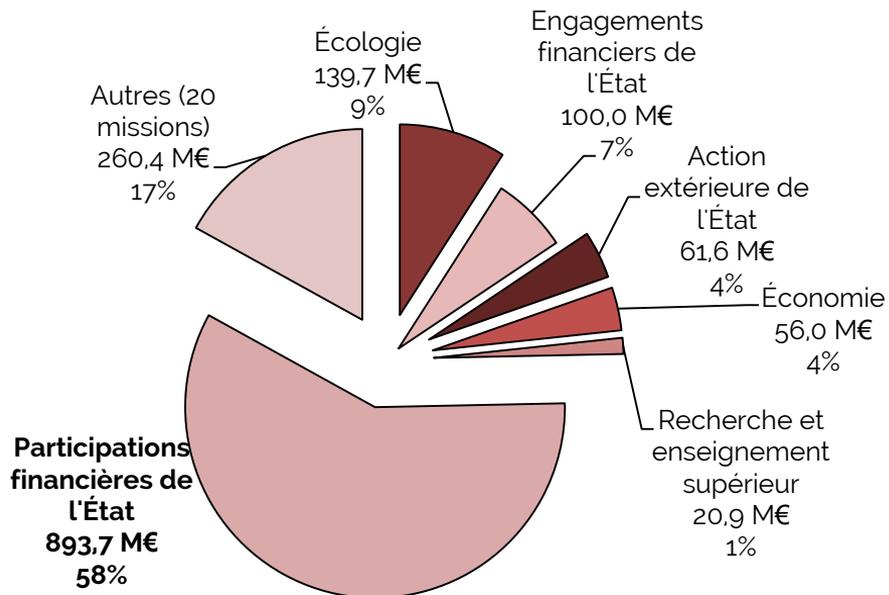
## 25 millions d'euros en AE et 40 millions d'euros en CP pour le paiement des frais de justice

- Justification du rapport de motivation : « **contexte de forte croissance des enquêtes et des réquisitions techniques à la suite des attentats** ».
- Au 10 septembre 2016, la dépense exécutée en frais de justice s'élève à 411 millions d'euros, ce qui représente une consommation mensuelle moyenne de 49,5 millions d'euros.
- **Urgence : les juridictions seraient dans l'incapacité d'assurer la continuité du paiement des dépenses prescrites par les officiers de police judiciaire et par les magistrats dans le cadre des procédures judiciaires.**
- **Aucun chiffrage** relatif à la hausse des frais de justice ni à l'augmentation des enquêtes et réquisitions techniques n'a été transmis par le Gouvernement.

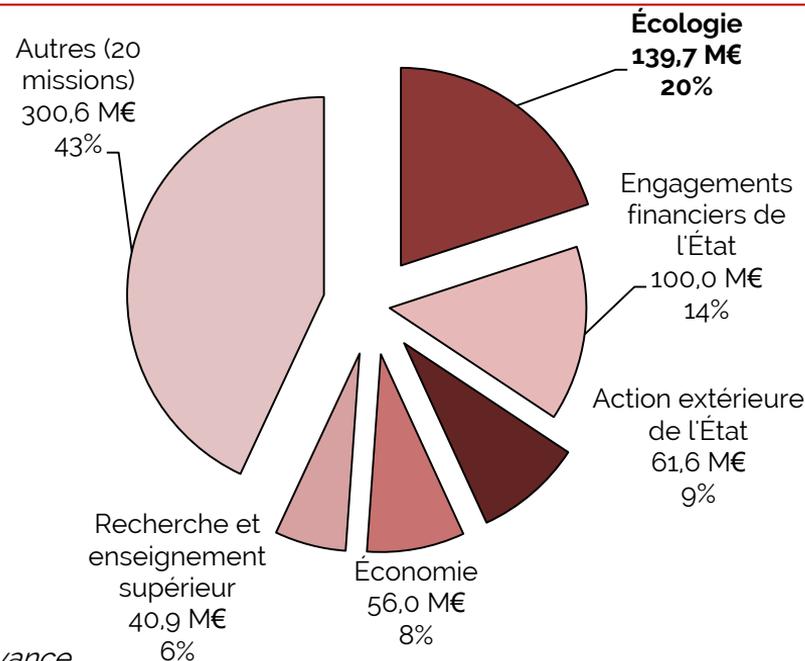
## **II. – Les annulations**

# Des annulations de crédits concentrées sur les participations financières de l'État en AE et sur la mission « Écologie » en CP

## Annulations en autorisations d'engagement



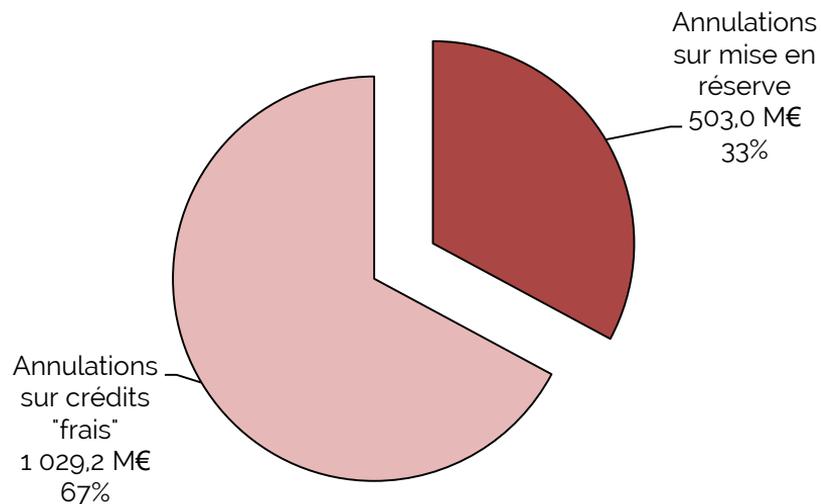
## Annulations en crédits de paiement



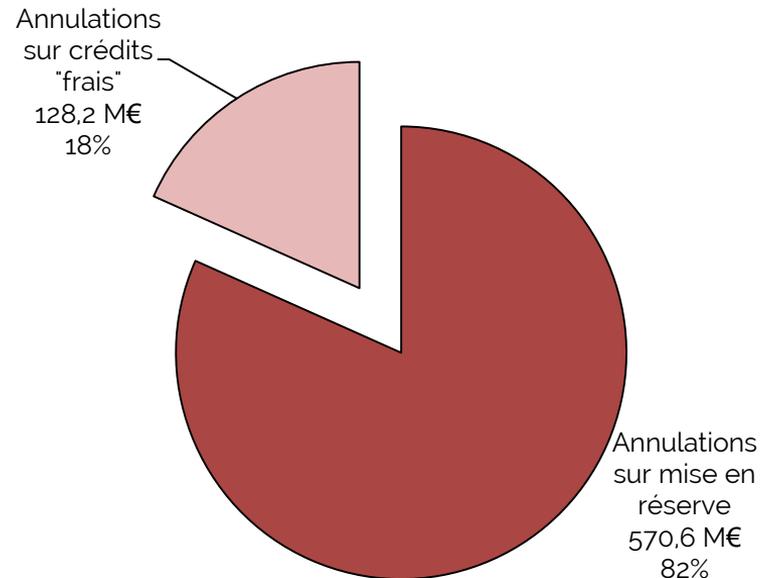
Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance

# Plus de 80 % des crédits annulés en CP étaient mis en réserve (« gelés »)

## Annulations en autorisations d'engagement



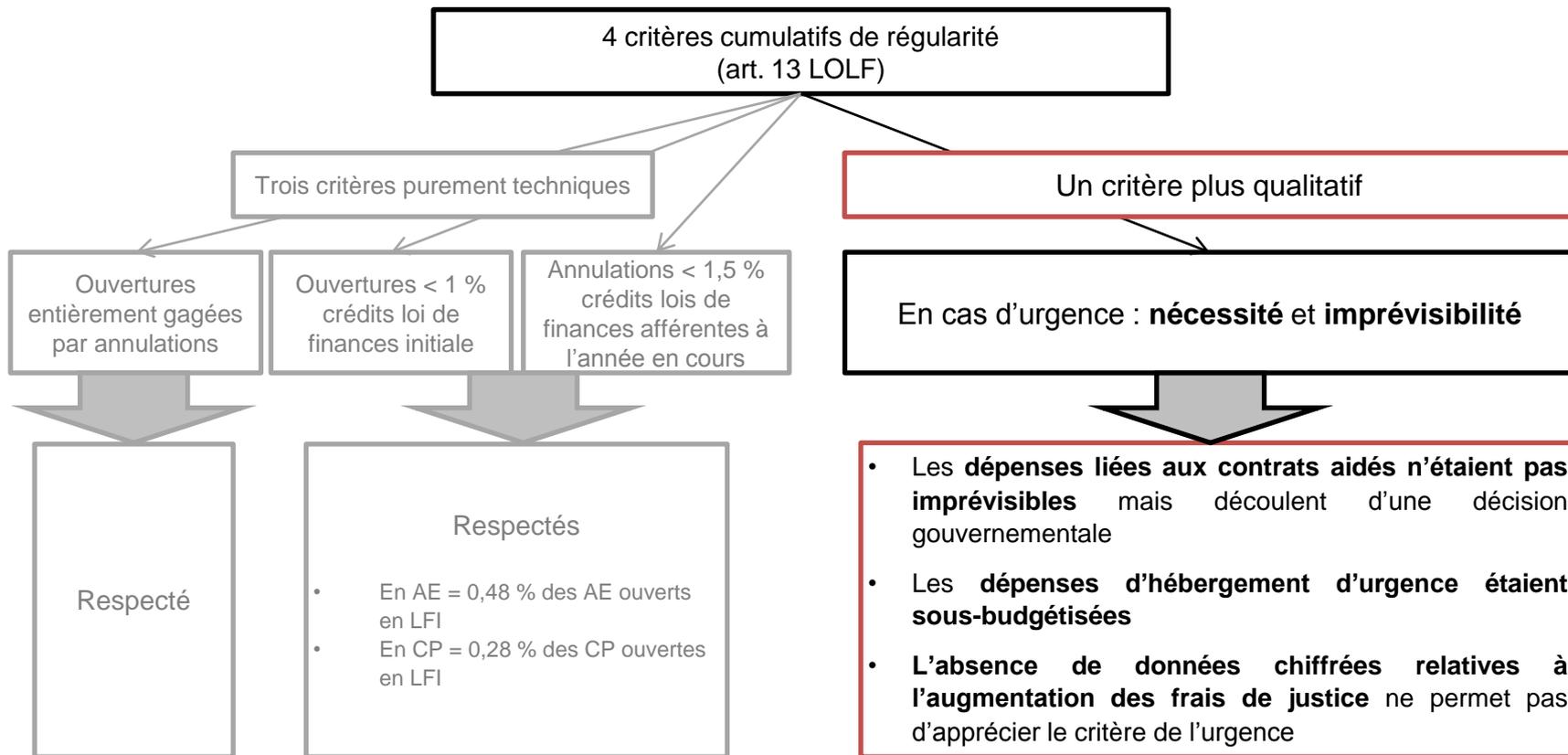
## Annulations en crédits de paiement



Source : commission des finances du Sénat, d'après la réponse du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

# **III. – Le contrôle du respect des conditions fixées par la LOLF**

# Un décret d'avance respectant formellement les critères de régularité organiques





# Projet de décret d'avance – septembre 2016

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances  
Mercredi 28 septembre 2016

